



Coopération Sud-Sud pour le développement

Distr. limitée
24 mai 2012
Français
Original : anglais

Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud

Dix-septième session

New York, 22-25 mai 2012

Algérie*: projet de résolution

Coopération Sud-Sud

Le Comité de haut niveau,

Réaffirmant la résolution 33/134 du 19 décembre 1978, dans laquelle l'Assemblée générale a fait sien le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement¹,

Réaffirmant également la résolution 64/222 du 21 décembre 2009, dans laquelle l'Assemblée générale a approuvé le document final de Nairobi adopté par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, tenue à Nairobi du 1^{er} au 3 décembre 2009²,

Prenant acte de la Déclaration du Sommet du Sud³ et du Programme d'action de La Havane⁴ adoptés par le premier Sommet du Sud du Groupe des 77, tenu à La Havane du 10 au 14 avril 2000, de la Déclaration de Doha⁵ et du Plan d'action de Doha⁶, adoptés à Doha par le deuxième Sommet du Sud du Groupe des 77, tenu du 12 au 16 juin 2005, de la Déclaration de Marrakech⁷ et du Cadre de Marrakech pour la mise en œuvre de la coopération Sud-Sud⁸, adoptés par la Conférence de haut niveau sur la coopération Sud-Sud tenue à Marrakech (Maroc) du 15 au 19 décembre 2003, ainsi que des autres conférences de suivi de haut niveau, qui ont

* Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine.

¹ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, Buenos Aires, 30 août-12 septembre 1978* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.II.A.11 et rectificatif), chap. I.

² A/64/504.

³ Voir A/55/74, annexe I.

⁴ Ibid., annexe II.

⁵ A/60/111, annexe I.

⁶ Ibid., annexe II.

⁷ A/58/683, annexe I.

⁸ Ibid., annexe II.



accordé un rang de priorité élevé à la coopération Sud-Sud pour que les pays en développement puissent relever les nouveaux défis du développement,

Rappelant sa décision 16/1 concernant les mesures à prendre pour mettre en œuvre le document final de Nairobi adopté par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud,

1. *Prend note* des rapports sur l'état de la coopération Sud-Sud intitulés « Examen des progrès accomplis dans l'application du Plan d'action de Buenos Aires, de la stratégie relative à la nouvelle orientation de la coopération Sud-Sud et du document final de Nairobi issu de la Conférence de haut niveau sur la coopération Sud-Sud »⁹ et « Examen des rapports de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement »¹⁰;

2. *Adopte* le Plan-cadre contenant des directives opérationnelles sur l'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire¹¹, avec une modification consistant à supprimer la note n° 2 figurant au bas de la page 6 et toute référence dans le Plan-cadre au document final du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, tenu à Busan (République de Corée) en 2011;

3. *Souligne* qu'il est l'organe de décision multilatéral chargé de centraliser dans le système des Nations Unies l'examen et l'évaluation des progrès et le soutien à l'échelle mondiale et à celle du système de l'ONU que connaissent la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, et de formuler des orientations générales pour l'avenir;

4. *Souligne également* que la coopération Sud-Sud et les programmes élaborés dans ce cadre doivent être dirigés par les pays du Sud, réaffirme que la coopération Sud-Sud doit compléter la coopération Nord-Sud, plutôt que de s'y substituer, et déclare à nouveau que la coopération Sud-Sud est une entreprise collective des pays en développement fondée sur le principe de solidarité et sur les prémisses, conditions et objectifs propres au contexte historique et politique des pays en développement ainsi qu'à leurs besoins et à leurs attentes et qu'en tant que telle, elle mérite d'être encouragée de façon séparée et indépendante comme cela a été réaffirmé dans le document final de Nairobi de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud² et dans la plate-forme du Sud pour le développement lancée en 2008 par le deuxième Sommet du Sud du Groupe des 77 afin de mettre en œuvre le Plan d'action de Doha;

5. *Réaffirme* qu'il importe de resserrer la coopération Sud-Sud, surtout dans la situation économique internationale actuelle, et affirme de nouveau son appui à la coopération Sud-Sud en tant que stratégie d'appui aux efforts de développement des pays en développement ainsi que comme moyen d'accroître leur participation à l'économie mondiale;

6. *Souligne* que tout débat politique sur la coopération Sud-Sud mené en dehors du système des Nations Unies doit être guidé par les principes et objectifs établis pour ce genre de coopération dans des documents adoptés au niveau international, tels que le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise

⁹ SSC/17/1.

¹⁰ SSC/17/2.

¹¹ Voir SSC/17/3.

en œuvre de la coopération technique entre pays en développement, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 33/144 du 19 décembre 1978, et le document final de Nairobi adopté par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, ainsi que les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et le consensus de Yamoussoukro sur la coopération Sud-Sud;

7. *Engage* tous les organes compétents du système des Nations Unies à intégrer expressément la coopération Sud-Sud dans leurs programmes opérationnels et à se concerter pour l'appuyer de la façon la plus efficace possible, et dans ce contexte, salue les initiatives prises récemment par divers organes des Nations Unies afin de mettre en place de nouvelles unités et d'élaborer de nouveaux programmes de travail pour appuyer et promouvoir la coopération Sud-Sud, et engage instamment les autres entités du système des Nations Unies à redoubler d'efforts pour intégrer la coopération Sud-Sud dans l'ensemble de leurs activités;

8. *Engage de nouveau* les fonds et programmes ainsi que les institutions spécialisées des Nations Unies à adopter des mesures concrètes en vue de transversaliser l'appui à la coopération Sud-Sud et triangulaire et d'aider ainsi les pays en développement à se doter des capacités nécessaires pour tirer le meilleur parti de cette coopération et en accentuer les effets;

9. *Est conscient* de la nécessité de mobiliser des ressources adéquates en vue de renforcer la coopération Sud-Sud et, dans ce contexte, invite tous les pays en mesure de le faire à verser des contributions pour appuyer cette coopération, notamment par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero pour la coopération économique et technique entre pays en développement et du Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud;

10. *Réaffirme* le mandat du Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud, entité autonome hébergée par le Programme des Nations Unies pour le développement qui est chargée de coordonner la promotion et la facilitation de la coopération Sud-Sud et triangulaire aux fins du développement, à l'échelle mondiale et à celle du système des Nations Unies, décide de renommer ce groupe « Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud » dans le souci de renforcer ses capacités, et afin de le doter de moyens accrus :

a) *Demande* le reclassement du poste de chef du Groupe afin que celui-ci ait rang de sous-secrétaire général, le financement du poste devant être assuré au moyen du budget ordinaire, dans le cadre d'une dotation globale;

b) *Prie* le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, et l'Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement, en sa qualité de Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement, de veiller à ce que le chef du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud soit invité à toutes les réunions relatives aux questions de développement;

c) *Prie* le Secrétaire général de présenter des modalités de financement des activités de coordination, de mobilisation et de transversalisation qui seront menées par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, en les faisant reposer sur la formule de la dotation globale, dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice 2014-2015;

d) *Prie* l'Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement de prendre des mesures pour éviter une réduction du montant annuel alloué à la coopération Sud-Sud, dans le cadre du mécanisme de programmation du PNUD;

e) *Prie* les chefs des fonds, programmes et institutions spécialisées de prêter une attention particulière à la mise en œuvre des projets de coopération Sud-Sud administrés ou appuyés par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, quels que soient les montants qui y sont consacrés;

11. *Invite* les conseils d'administration des fonds et programmes des Nations Unies à envisager de prendre des mesures afin de réduire les frais de participation aux coûts imputés au budget des programmes et projets de coopération Sud-Sud mis en œuvre avec leur appui;

12. *Décide* d'examiner le rapport du Corps commun d'inspection sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans le système des Nations Unies¹² dans le cadre de son programme de travail et des documents dont il est saisi à sa dix-septième session, de tenir un débat sur les recommandations qui y sont formulées et de se prononcer sur la question;

13. *Décide* aussi que la présente résolution sera soumise dans le cadre de l'examen quadriennal complet des politiques visant à guider expressément l'intégration de la coopération Sud-Sud dans les activités des organismes des Nations Unies;

14. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter un rapport complet, à sa dix-huitième session, sur les progrès de la mise en œuvre de la présente résolution.

¹² Voir A/66/717 et Add.1.